

Les journalistes et les médias

Le centenaire de la guerre 1914-1918 est l'occasion d'évoquer avec l'historien José Gotovitch le rôle des journalistes pendant le conflit et les contraintes dans lesquelles la presse a continué à vivre. Nous présentons aussi, brièvement, des publications signées par des journalistes à propos de ce conflit mondial.

José Gotovitch, historien

« L'un des seuls débats possibles concernait l'avenir de la Flandre »

Il était l'un des orateurs d'une soirée organisée par l'AJP sur le rôle des médias et des journalistes pendant la Première Guerre mondiale. Le professeur José Gotovitch (ULB), spécialiste de l'histoire contemporaine et ancien directeur du CEGES (Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines), a accepté de replonger dans son mémoire de licence, "Contribution à l'histoire de la presse censurée en 1914-1918". Entretien.

► Dans quel contexte économique se trouvait la presse de 1914 ?

Un contexte très différent de celui d'aujourd'hui puisque la presse était en pleine expansion avec plus de 100 quotidiens en Belgique ayant des tirages records dépassant souvent les 100.000 exemplaires ! Il y avait évidemment des grands titres « neutres » comme *Le Soir* fondé en 1887 ou encore le grand quotidien catholique *Le Patriote*, soit l'ancêtre de l'actuelle *Libre Belgique*, mais aussi d'autres titres à succès comme le *XXe siècle* ou *L'Indépendance*. L'économie florissante du secteur de la presse s'explique en partie par sa position de monopole en matière d'informations et de publicité. La radio n'existait pas encore comme vecteur des nouvelles. Le journal était non seulement l'un des seuls moyens d'informations de l'époque mais également un formidable outil économique pour ceux qui cherchent du travail ou qui veulent vendre ou acheter quelque chose.

► Ce succès économique s'est-il poursuivi après le début de la guerre ?

Pas vraiment puisque l'Association de la presse de Bruxelles – qui regroupe les journalistes professionnels de l'époque – décide le 30 novembre 1914 qu'il n'est plus possible d'exercer la profession dans une Belgique occupée soumise à la censure. Cette prise de position des journalistes bruxellois est rapidement suivie par leurs collègues des autres provinces du pays. Symboliquement, les journalistes ont décidé de briser leur plume en refusant d'exercer leur métier.

Pas moins de 92 quotidiens cessent de paraître à ce moment et certaines rédactions, comme celle du *XXe siècle*, décident d'émigrer vers le Royaume-Uni, la France ou les Pays-Bas pour continuer de paraître. D'autres quotidiens vont tenter de paraître au début de l'occupation en adoptant une attitude « modérée » patriotique jusqu'à la fin de l'année 1914. Début 1915, cette expérience d'accommodation à l'occupation prend fin et après cela, c'est l'ère de la presse censurée jusqu'en 1918.

► On imagine la censure totale et totalitaire du pouvoir occupant...

Ce n'est pas aussi simple que cela puisque l'occupant pratiquait officiellement une politique de soutien à la « diversité de la presse » en autorisant d'un côté la parution du *Vooruit* à Gand de tendance socialiste et pacifiste, et de l'autre côté *L'Ami de l'Ordre* à Namur, favorable à l'occupant sous le contrôle de l'évêché de Namur. Le but était de faire croire à l'opinion publique belge qu'il n'y avait pas de réelle occupation et qu'une presse relativement libre pouvait paraître pour autant qu'elle ne critique pas directement la politique de l'occupant. C'est sans doute une des grandes différences entre l'occupation de 14-18 et celle du régime nazi de 40-45 puisque ce dernier impliquait une modification profonde des structures de l'Etat et ambitionnait le contrôle total de la pensée. Paraître sous l'occupation nazie impliquait donc l'acceptation de l'Ordre Nouveau alors qu'en 14-18, il ne fallait pas nécessairement se plier à l'idéologie du régime occupant.

► N'y avait-il pas des journalistes « collabos » durant la Première Guerre mondiale ?

Si, mais il convient de distinguer deux types de rédactions dans le contexte de 14-18. Celles qui flairent « la bonne affaire » économique pour profiter de ce secteur florissant et une partie des journalistes de la presse flamande qui est favorable à l'occupant essentiellement pour sa « Flamenpolitik ».



Quelques publications belges de l'époque, reproduites.

Cette politique de germanisation rencontre effectivement une série des revendications historiques du mouvement flamand comme la création de l'Université flamande à Gand en 1915 ou la séparation administrative du pays en 1917 qu'on qualifierait sans doute aujourd'hui de confédéralisme. Avec cette différence que la « Flamenpolitik » avait pour objectif final d'inclure les territoires belges au Reich allemand et non d'accorder une quelconque indépendance à la Flandre. Pendant la Première Guerre mondiale, on fait surtout la distinction entre d'un côté les Activistes, à savoir ceux qui estiment que l'Etat belge a failli dans son rôle et qu'il convient dès lors de soutenir activement la « Flamenpolitik » de l'occupant et de l'autre côté les Passivistes, c'est-à-dire ceux qui estiment justifiées les revendications flamandes mais refusent de devoir leur satisfaction à l'occupant. D'autres encore, véritables pacifistes, qui militent pour le retour à la paix et la fin de l'occupation, comme la presse socialiste qui a couvert la rencontre internationale socialiste avec des délégués allemands et autrichiens à Stockholm en 1916.

► On imagine les grands débats d'idées sur ces questions dans les articles de l'époque...

Non, il n'y a pas vraiment eu de grands débats et les prises de position n'étaient pas encouragées sous l'occupation puisqu'il n'était pas permis de parler de l'indépendance de la Belgique et l'une des seules questions débattues était l'avenir de la Flandre. Après la guerre, une stigmatisation

s pendant la Première Guerre



tes par « Les journaux de guerre » (photo AJP)

générale du mouvement flamand s'est mise en place dans l'opinion publique francophone de Belgique, à tel point que toute revendication flamande était devenue un sujet tabou à cause de l'activisme. Cela a nourri en quelque sorte le nationalisme flamand qui a basé son récit sur la protection des activistes victimes de l'Etat belge et poursuivis pour avoir défendu l'idée d'une Flandre indépendante.

► Des journalistes ont-ils été poursuivis après guerre pour leur passé activiste favorable à l'occupant ?

Oui mais ils ont été poursuivis en tant que « traîtres à la nation » ou pour « avoir affaibli le sentiment national ». Pas vraiment pour leurs activités journalistiques donc. On remarque la faiblesse et la légèreté des condamnations par la cour d'assises et certaines peines ont même été annulées par la suite.

► L'avenir de la Belgique ou de la Flandre, la gestion « des activistes », le rôle des francophones et l'engagement des Bruxellois. Vous parlez de 14-18 mais cent ans plus tard, on a l'impression que ces mêmes questions ne nous ont jamais vraiment quittés.

Oui car la guerre de 14-18 a profondément affecté l'avenir de la Belgique et de ses communautés.

Entretien :
Mehmet Koksal

Sortie de presse

Pour la liste des blessés...

Enorme et remarquable travail pédagogique sur le journalisme et l'histoire : le 17 avril sortait de presse le premier des 52 numéros hebdomadaires des « Journaux de guerre 1914-1918 ». Un éditeur londonien, qui a déjà exploité la formule, a confié au Centre d'Etudes et de documentation Guerre et Sociétés Contemporaines (CEGESOMA) la réalisation de ce qui va bien au-delà d'un fac-similé des quotidiens de l'époque. Ces reproductions sont accompagnées – sur papier blanc cette fois – de chronologies, illustrations, décryptages des documents et contributions d'historiens, le tout dans une forme dynamique et accessible à tous. Le n° 1 faisait ainsi l'état des lieux de la presse belge en 1914 et pointait les bouleversements que le conflit allait provoquer : les journaux qui passent sous la censure allemande ; d'autres qui sont créés à l'étranger par des Belges en exil ; la naissance, sur le sol belge, de la presse clandestine et, au front, des « journaux de tranchées »... Rédactrice en chef de cette collection, Sophie Soukias s'est plongée dans cette presse très variée. Ce qui l'a frappée ? « Le style très idéologique et partisan, bien sûr. Mais aussi l'humour et l'ironie, nous dit-elle. Et lorsque la censure est instaurée, les journaux diffusent des communiqués secs ou se tournent vers des informations anecdotiques. Mais les gens continuent d'acheter cette presse parce qu'ils y trouvent notamment le prix des denrées et la liste des soldats blessés... »

J.-F. Dt

► Sortie le mardi en librairie. 3,90 € le numéro.
Info : www.lesjournauxdeguerre.be



Petit lexique médiatique de la Grande Guerre

Clandestinité

Des journaux clandestins (aussi appelés prohibés) vont s'efforcer de répondre aux infos propagées par la presse « collabo ». Septante-sept clandestins seront ainsi publiés durant la Grande Guerre. Ils n'auront cependant qu'une existence éphémère et une diffusion limitée. À l'exception notable de *La Libre Belgique*, fondée le 1er février 1915 par Victor Jourdain, patron du journal *Le patriote* qui avait cessé de paraître. Sous sa forme « prohibée », elle a connu 171 numéros jusqu'en novembre 1918. Même s'il n'était pas clandestin, *Le Canard enchaîné* est, lui aussi, un héritage de la Première Guerre. Dans l'esprit de ses fondateurs, le journal satirique né le 10 septembre 1915 devait déjouer le bourrage des crânes imposé par la censure.

Désinformation

Dans les deux camps, les médias n'ont pas lésiné sur ces bourrages de crânes. Bornons-nous à deux exemples « énormes. » En août 1914 à Paris *L'intransigeant* affirmait que : « L'efficacité des projec-

tiles allemands est insignifiante ou presque. Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est mal réglé. Les balles allemandes ne sont pas dangereuses ». Le *Volksfreund* d'Aix-la-Chapelle décrivait, lui, en ces termes, la destruction de Battice, près de Herve, dont 140 des 150 maisons ont été incendiées le 6 août 1914 : « Le commandant des troupes allemandes fut tué par le bourgmestre devant l'église et après la capitulation de la ville. En même temps, on commençait un feu terrible sur nos colonnes se trouvant sur les rues ».

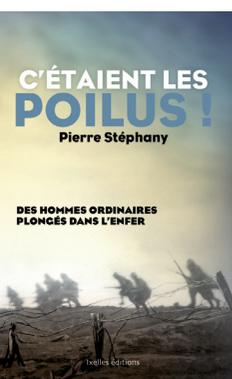
Choc des images

En 1914, le reportage photo existait déjà depuis longtemps. Il avait fait son apparition en 1855 lors de la guerre de Crimée lorsqu'à l'instigation de la reine Victoria, quelques photographes ont été envoyés sur le terrain. En revanche, 14-18 marque les débuts des reportages filmés sous la censure vigilante de la hiérarchie militaire.

Daniel Conraads

Des livres de journalistes

C'étaient les poilus !



Ils étaient paysans, artisans ou ouvriers. Du jour au lendemain, ils devinrent artilleurs ou fantassins. Ces hommes de première ligne étaient « les poilus », un terme apparu bien avant ce conflit pour désigner les soldats. Mais selon l'étymologiste Albert Dauzat (cité par Wikipedia), le « poilu » était, en 1914, « le soldat combattant », par opposition à « l'embusqué ». C'est l'histoire de ceux-là que l'infatigable **Pierre Stéphany**, qui fut longtemps journaliste à *La Libre Belgique*, raconte dans

« C'étaient les poilus ! : des hommes ordinaires plongés dans l'enfer ». On ne change pas une démarche qui plaît : le proluxe auteur, comme à son habitude, mêle avec verve la grande Histoire d'août 1914 à novembre 1918, particulièrement en France et en Belgique, et les faits quotidiens, anodins, mais tellement révélateurs des hommes au combat comme au repos.

Né sept ans seulement après la Grande Guerre, Pierre Stéphany a entendu les récits de ses parents, précieuse source de témoignages pour dire la guerre des gens simples.

► *Ixelles Editions*, 349 pp., 22,90 €.

L'environnement balaféré

« Paysages en bataille » est un livre qui se lit quasiment d'une traite. Dès les premières pages, **Isabelle Masson-Loodts** prend le lecteur par la main et partage avec lui toutes ses interrogations, découvertes et réflexions en temps réel. Son cheminement entre divers lieux sinistrés par la guerre 14-18 se fait naturellement, au gré des rencontres, des témoignages, des expertises. La journaliste (indépendante) partage sa soif de découverte, elle s'extasie sur des éléments tellement ancrés dans notre environnement qu'ils en passaient quasi inaperçus : un arbre criblé de balles, un champ jonché d'obus, un cratère de bombe... En redonnant une place centrale à la nature qui a subi de plein fouet cette guerre, elle revient finalement à des choses essentielles de notre vie, de notre pays, de notre histoire. Ce livre est aussi le prolongement d'une enquête journalistique soutenue à l'origine par le Fonds pour le journalisme.

J.-P. B.

► *Ed. Nevicata*, 104 pp., 9 €.

Le patrimoine pour témoin

Sorti en 2013 (*Journalistes* n° 153), « Sur les traces de 14-18 en Wallonie » en est déjà à sa 3^e édition et à quelque 3.000 ventes. C'est dire que le travail de **Daniel Conraads** (ex-*Le Soir*) et de **Dominique Nahoé** (ex-RTBF), édité par l'Institut du Patrimoine wallon (IPW), est venu combler un vide dans les études à ce propos. Ces traces, relevées en Wallonie mais aussi à ses abords, « sont des monuments, des sites (forts, bâtiments), mais aussi des souvenirs, objets ou documents transmis dans les familles. Il y a donc tout un patrimoine immatériel que nous avons aussi recensé », souligne Dominique Nahoé. Outre leurs démarches de terrain, les journalistes avaient reçu l'appui d'associations locales et d'historiens. Leur livre, très illustré, est une autre façon de retracer la progression sanglante de troupes allemandes jusqu'à Tournai, d'évoquer la bataille de Mons ou celles, terribles et moins connues, de la Gaume.

J.-F. Dt

► 345 pp., 45 €, IPW, www.institutdupatrimoine.be

Un bouquet de coquelicots

En de courts récits écrits à la première personne, la guerre et ses à-côtés sont racontés par sept personnages qui les ont vécus, chacun à leur manière : l'anonyme instituteur de village dont le corps sera celui du « soldat inconnu » ; Cécile, l'infirmière fille de « bonne famille » bruxelloise ; Albert, le Congolais engagé « volontaire » ; Frans, le Flamand, ... Journaliste-productrice à la RTBF, **Marianne Slusznny**, déjà auteure de romans, signe « Un bouquet de coquelicots », recueil de nouvelles qui témoignent d'une tragédie qu'elle connaît bien. Elle s'est plongée durant plusieurs années dans les archives, dont certaines inédites, de 14-18 pour ce livre et pour le remarquable documentaire en 3 volets diffusé par la RTBF « 14-18, l'histoire belge ». Marianne Slusznny en est, avec Michel Mees, la conceptrice et réalisatrice.

De ce livre de nouvelles, Jean-Claude Lebrun, chroniqueur littéraire à *L'Humanité* (France) a souligné la vigueur de la restitution, la rapidité du trait et la sobriété extrême de la langue, au service d'un « recueil magnifique ».

► *Ed. de La Différence* 120 pp., env. 15 €.



Belga : l'équipe du Conseil de rédaction

En début d'année, la rédaction de l'agence Belga renouvait l'ancienne formule du Conseil de rédaction (*Journalistes* n°156). Celui-ci est devenu totalement indépendant de la direction et a pour vocation d'être une instance d'avis. Ses six membres (3 F + 3 N) ont été élus le 15 avril dernier. Il s'agit de **Olivier Charles** (président, F), **Thomas Devos** (vice-président, F), **Kristof Vanhoutte** (secrétaire, N), **Aurore Mudiayi Bukassa** (secrétaire, F), **Olivier Samois** (F), **Michel Verelst** (N). Suppléants : **Hendrik Devriendt** (N) et **Quentin Joris** (F).

ajp.be rhabillé de neuf

Réorganisation des pages et du rubriquage, adaptabilité aux différents formats d'écrans et des liens optimisés vers les réseaux sociaux : le site de l'AJP s'adapte aux nouveaux usages en vous proposant, depuis le 10 mai, sa nouvelle interface.

Le « nouveau » site de l'AJP compte plus de 1.100 pages, archives comprises. Le chantier, mené entièrement en interne, aura duré près de trois mois. Il permet désormais une gestion optimisée du contenu et continuera à vous informer, comme il le fait depuis 10 ans, sur les actualités du secteur de la presse et des médias (actus, agenda, offres d'emploi, petites annonces, coordonnées des médias...). Pour l'anecdote, la première actualité publiée sur le site de l'AJP date du 25 juin 2004 et concernait le lancement de l'École de journalisme sous l'égide de l'UCL.

Les journalistes français à parité H/F

« Younomie – L'Argus de la presse », société française de diffusion de communiqués et de recension, a mené une étude de profils auprès de quelque 700 journalistes professionnels en France, porteurs ou non de la carte de presse. Il en ressort que 22,5 % sont pigistes (soit à peine plus que chez nous) et que la répartition hommes-femmes dans la profession est au quasi équilibre (51/49), ce qui tranche avec la situation belge. Mais, précise l'enquête, si les femmes sont plus nombreuses dans la tranche des 20/30 ans, la tendance s'inverse à partir de la tranche 40/50. La « valeur essentielle » la plus plébiscitée par les répondants (88%) est de « savoir remettre en question ses propres convictions ». Viennent ensuite (87%) « savoir persévérer » et « savoir entretenir un réseau ».

L'enquête est téléchargeable via www.younomie.fr